Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(2007)

Rembourser la dette: la pire des hypothèses

Notes pour conférences prononcées à l'hiver et au printemps 2007.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

Rembourser la dette : la pire des hypothèses.

Notes pour conférences présentées à l'hiver et au printemps 2007.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 décembre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Mise en contexte](#)

[Pourquoi est-il inopportun de rembourser la dette publique ?](#)

[Trois exemples permettent d'illustrer le premier point](#)

[Le coût de la réduction de la dette est plus élevé que les économies qui en découlent](#)

[Mettre les pendules à l'heure](#)

Louis Gill

**Rembourser la dette publique :
la pire des hypothèses**

**Notes pour conférences
présentées à l'hiver et au printemps 2007**

100 %		74 %		26 %		
Dette totale ou Dette brute	=	Dette directe ou titres émis sur le marché	+	Engagements envers les régimes de retraite	-	Fonds des générations
122 M\$ (43 % du PIB)	=	90 M\$ (32 % du PIB)	+	32 M\$ (11 % du PIB)	-	0,6 M\$ (0,5 % du PIB)
- Actifs finan- ciers	=	Dette nette				
- 16 M\$ (6 % du PIB)	=	106 M\$ (37 % du PIB)				
	=	Dette attribuée aux immobilisations	+	Dette attribuée aux déficits cumulés		
	=	14 M\$ (5 % du PIB)	+	92 M\$ (32 % du PIB)		

Mise en contexte

[Retour à la table des matières](#)

À 122 milliards de dollars le 31 mars 2007, soit 43 % du Produit intérieur brut (PIB), tel que prévu dans le budget de février 2007, la dette totale du Québec aurait, selon certains, atteint un seuil critique.

- Elle imposerait un fardeau annuel insoutenable en frais d'intérêts, qui réduirait à néant la marge de manœuvre du gouvernement et compromettrait les programmes sociaux.
- Elle serait d'autant moins justifiée que les trois quarts en seraient attribuables à l'accumulation, au fil des ans, de déficits budgétaires réalisés pour effectuer des dépenses courantes, désignées comme des « dépenses d'épicerie », et non pour l'acquisition d'immobilisations, comme des routes et des immeubles.
- Elle reporterait sur les générations futures le financement de dépenses dont profiterait la génération actuelle et créerait ainsi une iniquité et un conflit entre générations.
- Le péril serait d'autant plus grand dans un contexte de déclin démographique et de vieillissement de la population.

Pourquoi est-il inopportun de rembourser la dette publique ?

[Retour à la table des matières](#)

1. Parce que le poids relatif de la dette (par rapport au PIB) diminue de lui-même avec une croissance du PIB supérieure à celle de la dette. Cette vision des choses, aujourd'hui hérétique pour certains, n'a rien de nouveau. Elle faisait partie du consensus social au Québec au lendemain du Sommet économique et social de 1996, alors que le rapport de la dette totale au PIB atteignait 52 % après la réforme comptable gouvernementale de 1998.

2. Parce que le coût du remboursement de la dette est beaucoup plus élevé que les économies d'intérêts qui en découlent et que ces sommes seraient mieux investies dans la santé, l'éducation, les services publics, l'environnement et le développement économique.
3. Parce que tout dollar consacré à la réduction de la dette est un dollar en moins pour ces autres dépenses. Le prétendu conflit entre les générations qui proviendrait de la dette publique est un leurre et si un tel conflit devait exister, il serait bien davantage la conséquence du gaspillage de ressources investies dans le remboursement de la dette. Le meilleur legs à laisser aux générations futures et la meilleure dotation à offrir à la génération actuelle consistent dans les investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures sociales, qui sont la base de la richesse actuelle et future.

Trois exemples permettent d'illustrer le premier point

[Retour à la table des matières](#)

- la dette du Canada au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale ;
- la réduction de la dette fédérale au cours des dix dernières années ;
- le Fonds des générations créé par le gouvernement du Québec en 2006.

S'élevant à plus de 100% au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, le rapport au PIB de la dette du Canada avait chuté à moins de 20 % trente ans plus tard, au milieu des années 1970, sans aucun remboursement, par le seul effet d'une croissance du PIB plus rapide que celle de la dette.

Après avoir repris son envol à partir de cette date, la dette du Canada représentant les déficits cumulés avait atteint **563 milliards** en 1996-1997, soit **68 % du PIB** de 823 milliards. C'est alors que le gouvernement fédéral a entrepris de verser au remboursement de la dette ses énormes surplus budgétaires successifs, de **91 milliards en dix ans**. Ainsi réduite à **472 milliards** à la fin de 2006-2007, son rapport au PIB de 1 440 milliards à cette date avait chuté à **33 %**, soit une **diminution de 35 points de pourcentage** (68% - 33%).

Mais s'il n'y avait eu *aucun remboursement*, le rapport de la dette de 563 milliards au PIB de 1 440 milliards aurait été de **39 %** ; en somme, lorsqu'on compare les deux situations suivantes :

- *réduction de 35 points de pourcentage (68 – 33) avec remboursement de 91 milliards*, et
- *réduction de 29 points de pourcentage (68 – 39) sans aucun remboursement*,

on constate que $29 / 35 = 83\%$ de la réduction du rapport de la dette au PIB au cours de ces dix années sont attribuables à la seule croissance du PIB, **17%** seulement au remboursement de 91 milliards ! Des milliards très précieux qui auraient pu être destinés au remboursement des 50 milliards détournés du régime d'assurance-emploi au cours de la même période, ou qui auraient pu être remis aux provinces affligées par le déséquilibre fiscal.

Il en est de même du *Fonds des générations* créé par le gouvernement du Québec en mars 2006. Son objectif, on le sait, est de réduire le rapport de la dette au PIB du niveau actuel *de 43 % à 25 % en 20 ans*, en 2025-2026, en accumulant à cette fin *30 milliards de dollars*. Prenant pour acquis que la dette continuera à augmenter au rythme actuel de 2 à 3 milliards de dollars par année au cours de cette période, celle-ci aura atteint 168 milliards en 2025-2026 (voir le Tableau 3). Si on suppose un modeste taux de croissance annuel du PIB réel de 1,7 % et un taux annuel d'inflation de 2 %, le PIB aura atteint 570 milliards à la même date. De sorte que le rapport de la dette au PIB, sans aucun remboursement, aura atteint **29 %**, seulement quatre points de pourcentage au-dessus de l'objectif poursuivi par le Fonds.

En comparant les deux situations :

- *réduction de 18 points de pourcentage (43 – 25) au coût de 30 milliards*, et
- *réduction de 14 points de pourcentage (43 – 29) sans verser un seul sou*,

on constate que $14 / 18 = 78\%$ de la réduction sont attribuables à la seule croissance du PIB, sans aucun remboursement, et que les milliards d'argent rare dirigés vers le Fonds sont des milliards perdus pour la santé, l'éducation et les services publics en général.

***Le coût de la réduction de la dette est plus élevé
que les économies qui en découlent***

[Retour à la table des matières](#)

Un argument de poids utilisé pour soutenir la nécessité de réduire la dette est la lourdeur du fardeau des intérêts sur la dette (le service de la dette) grevant le budget annuel au détriment des dépenses de programmes. Il va de soi que la réduction de la dette entraîne une réduction du service de la dette. Mais pour prendre la juste mesure de cette économie, il faut l'évaluer par rapport à son coût. Or, on constate que ce coût est considérablement plus élevé que l'économie qui en résulte. En supposant qu'on veuille réduire d'un milliard de dollars par année la dette du Québec de 122 milliards, le ***coût annuel de cette réduction est d'un milliard***, alors que ***l'économie d'intérêts à un taux de 6 % est 60 millions*** la première année, ***120 millions*** la deuxième, ***180*** la troisième, etc. (voir le Tableau 1). Il faut attendre ***16 ans*** avant que l'économie annuelle rejoigne le coût annuel d'un milliard, et encore 16 autres années pour que l'économie cumulative de 32 milliards rejoigne le coût cumulatif. Après 16 années, nous aurons dépensé 16 milliards pour en économiser 8. Et après 32 ans, nous aurons dépensé 32 milliards pour en économiser 32.

En d'autres termes, pendant une génération complète, les sommes engagées dans la réduction de la dette sont supérieures aux économies d'intérêts réalisées grâce à ces remboursements et elles se soldent par un coût énorme en ressources qui pourraient et devraient plutôt être destinées à des usages sociaux et productifs. On fait manifestement fausse route si on attend de la réduction de la dette une amélioration substantielle de la ***marge de manœuvre budgétaire*** du gouvernement pointée du doigt comme incontournable pour faire face aux conséquences du vieillissement de la population. La réduction du service de la dette ne sera que d'un milliard dans 16 ans et de 2 milliards dans 32 ans. Pourtant la part du service de la dette dans les revenus budgétaires aura chuté de moitié, de 13 % à 6,5 %, mais ***85 % de cette diminution sera le résultat de la croissance du PIB***, 15 % seulement le résultat de la réduction de la dette.

L'amélioration de la marge de manœuvre viendra donc, sans le coût prohibitif du remboursement, essentiellement d'une croissance du PIB supérieure à celle de la

dette (voir les Tableaux 1 et 2). Et la croissance attendue du PIB viendra de la croissance de la productivité qui passe par les investissements à faire *aujourd'hui* dans l'éducation, dans la santé et dans les infrastructures.

En situation de fonds rares, vouloir réduire la dette confine à l'impasse, à moins d'envisager la réduction et la privatisation des services publics, ou la vente d'actifs gouvernementaux.

Mettre les pendules à l'heure

[Retour à la table des matières](#)

Il est aussi nécessaire de mettre les pendules à l'heure quant à certains dogmes qui sont véhiculés dans l'opinion publique et acceptés comme des vérités. On considère notamment comme incontestables les affirmations sans cesse répétées à l'effet que :

- l'augmentation de la dette depuis 1970 serait essentiellement attribuable à des excès de dépenses courantes, appelées « dépenses d'épicerie » ;
- la dette actuelle attribuée aux déficits cumulés découlant de ces excès de « dépenses d'épicerie » représenterait 75 % de la dette totale ;
- les frais d'intérêts versés chaque année sur la dette seraient de 7 milliards de dollars.

On constate au contraire que **42 %** de l'augmentation de la dette de 1970 à 1998 découlent de la prise en compte, graduelle d'abord, puis intégrale en 1998, des *engagements du gouvernement à l'égard des régimes de retraite du secteur public*. Les taux d'intérêt élevés des années 1980 et 1990 ont aussi contribué à cet accroissement, de même que leur niveau supérieur au taux de croissance du PIB a favorisé la hausse du rapport de la dette au PIB.

Les statistiques révèlent également que **83 % des besoins financiers** du gouvernement au cours de cette même période découlent de l'acquisition d'actifs matériels

(*immobilisations – 68 %*) et d'actifs financiers (*placements, prêts, avances et autres comptes – 15 %*), et que seulement *17 %* de ces besoins découlent des *déficits cumulés* des opérations courantes au sens propre, ce qui est l'inverse des prétentions véhiculées à cet égard. Cela s'explique par le fait que, jusqu'à la réforme comptable de 1998, les *dépenses d'immobilisations* étaient comptabilisées comme des *dépenses courantes*. Une part majeure de la dette attribuée aux déficits cumulés de près de trois décennies doit donc être comptabilisée, non pas comme une dette découlant des « dépenses d'épicerie », mais comme une dette découlant de l'acquisition d'immobilisations. La méthode comptable introduite en 1998 comptabilise par ailleurs le « *solde non amorti des immobilisations* » en lieu et place du « *solde non remboursé de la dette* » contractée pour acquérir ces immobilisations, ce qui a pour effet de *transformer graduellement la « bonne dette »* ayant une contrepartie sous la forme d'actifs matériels *en « mauvaise dette »* attribuée aux « dépenses d'épicerie ». La dette attribuée aux déficits cumulés a ainsi augmenté de 9 milliards de 1998 à 2007 alors qu'elle aurait dû cesser de croître depuis l'adoption de la loi sur l'équilibre budgétaire en 1996.

Quant aux véritables frais annuels d'intérêts payés sur la dette, il est clair qu'ils se limitent aux intérêts sur les titres de la dette réelle, désignée comme la « dette directe » (90 des 122 milliards de la « dette totale » du gouvernement). L'autre composante du service de la dette comptabilisée dans les dépenses budgétaires est la dépense d'intérêts que le gouvernement impute à ses engagements envers les régimes de retraite (32 des 122 milliards de la « dette totale »). Or, cette dépense est une dépense fictive, une simple inscription comptable, qui est compensée dans les opérations non budgétaires par un montant égal de signe contraire, qui ne génère en conséquence pas de besoins financiers et n'entraîne pas de sortie de fonds. Ce sont donc *4 milliards* d'intérêts *et non 7* qui sont sortis annuellement des coffres du gouvernement au cours des dernières années pour payer ses créanciers.

Comptabilisées comme des dépenses budgétaires même si elles n'entraînent pas de décaissement, ces dépenses fictives d'intérêt de 3 milliards exercent par contre une pression à la réduction des dépenses réelles d'opérations ou de programmes dans le cadre de la loi qui interdit tout déficit budgétaire. Il en est de même de l'amortissement annuel des immobilisations et des charges relatives aux régimes de retraite. Environ 10 % des dépenses budgétaires sont donc des dépenses fictives exerçant cette pression à la baisse sur les dépenses de programmes.

Deux remarques pour conclure. 1) Face aux visions alarmistes en vogue, il faut rappeler que la dette du Québec, sans vouloir la minimiser, se situe dans la moyenne de l'OCDE. 2) Il est grand temps, comme l'a recommandé la CISL dans un document intitulé *Le beurre et l'argent du beurre*, publié au printemps 2006, que les gouvernements identifient la source véritable de la crise des finances publiques du côté de leurs revenus réduits par une fiscalité complaisante et mal contrôlée, plutôt que du côté des dépenses, et qu'ils mettent un terme à l'évasion fiscale et à l'évitement fiscal qui les privent de moyens financiers essentiels à la survie des services publics.

TABLEAU 1**Coût de la réduction de la dette et économies d'intérêt en découlant****Évolution des rapports « dette / PIB » et « service de la dette / revenus budgétaires »**

Les montants sont en milliards de dollars (M \$).

Taux d'intérêt	6,00%
Réduction annuelle de la dette	1,00 \$
Nombre d'années pour que :	
l'économie annuelle d'intérêts soit égale au coût annuel de réduction de la dette :	16,7
l'économie cumulative soit égale au coût cumulé :	32,3
Taux de croissance du PIB réel	1,70%
Taux d'inflation	2,00%
Taux de croissance du PIB nominal	3,73%
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%

An	Année réelle	Dette	Intérêt sur la dette	Économie d'intérêts		Coût de réduc ^m de la dette		PIB	Dette / PIB	Serv. de la dette
				annuelle	cumulative	annuel	cumulatif			% du budget.
0	2006-2007	122,00	7,32					284,0 \$	43,0%	12,9%
1	2007-2008	121,00	7,26	0,06	0,06	1,00	1,00	294,6 \$	41,1%	12,3%
2	2008-2009	120,00	7,20	0,12	0,18	1,00	2,00	305,6 \$	39,3%	11,8%
3	2009-2010	119,00	7,14	0,18	0,36	1,00	3,00	317,0 \$	37,5%	11,3%
4	2010-2011	118,00	7,08	0,24	0,60	1,00	4,00	328,9 \$	35,9%	10,8%
5	2011-2012	117,00	7,02	0,30	0,90	1,00	5,00	341,1 \$	34,3%	10,3%
6	2012-2013	116,00	6,96	0,36	1,26	1,00	6,00	353,9 \$	32,8%	9,8%
7	2013-2014	115,00	6,90	0,42	1,68	1,00	7,00	367,1 \$	31,3%	9,4%
8	2014-2015	114,00	6,84	0,48	2,16	1,00	8,00	380,8 \$	29,9%	9,0%
9	2015-2016	113,00	6,78	0,54	2,70	1,00	9,00	395,0 \$	28,6%	8,6%
10	2016-2017	112,00	6,72	0,60	3,30	1,00	10,00	409,8 \$	27,3%	8,2%
11	2017-2018	111,00	6,66	0,66	3,96	1,00	11,00	425,1 \$	26,1%	7,8%
12	2018-2019	110,00	6,60	0,72	4,68	1,00	12,00	440,9 \$	24,9%	7,5%
13	2019-2020	109,00	6,54	0,78	5,46	1,00	13,00	457,4 \$	23,8%	7,1%
14	2020-2021	108,00	6,48	0,84	6,30	1,00	14,00	474,5 \$	22,8%	6,8%
15	2021-2022	107,00	6,42	0,90	7,20	1,00	15,00	492,2 \$	21,7%	6,5%
16	2022-2023	106,00	6,36	0,96	8,16	1,00	16,00	510,6 \$	20,8%	6,2%
17	2023-2024	105,00	6,30	1,02	9,18	1,00	17,00	529,6 \$	19,8%	5,9%
18	2024-2025	104,00	6,24	1,08	10,26	1,00	18,00	549,4 \$	18,9%	5,7%
19	2025-2026	103,00	6,18	1,14	11,40	1,00	19,00	569,9 \$	18,1%	5,4%
20	2026-2027	102,00	6,12	1,20	12,60	1,00	20,00	591,2 \$	17,3%	5,2%
21	2027-2028	101,00	6,06	1,26	13,86	1,00	21,00	613,3 \$	16,5%	4,9%
22	2028-2029	100,00	6,00	1,32	15,18	1,00	22,00	636,2 \$	15,7%	4,7%
23	2029-2030	99,00	5,94	1,38	16,56	1,00	23,00	659,9 \$	15,0%	4,5%
24	2030-2031	98,00	5,88	1,44	18,00	1,00	24,00	684,6 \$	14,3%	4,3%
25	2031-2032	97,00	5,82	1,50	19,50	1,00	25,00	710,1 \$	13,7%	4,1%
26	2032-2033	96,00	5,76	1,56	21,06	1,00	26,00	736,7 \$	13,0%	3,9%
27	2033-2034	95,00	5,70	1,62	22,68	1,00	27,00	764,2 \$	12,4%	3,7%
28	2034-2035	94,00	5,64	1,68	24,36	1,00	28,00	792,7 \$	11,9%	3,6%
29	2035-2036	93,00	5,58	1,74	26,10	1,00	29,00	822,3 \$	11,3%	3,4%
30	2036-2037	92,00	5,52	1,80	27,90	1,00	30,00	853,0 \$	10,8%	3,2%
31	2037-2038	91,00	5,46	1,86	29,76	1,00	31,00	884,9 \$	10,3%	3,1%
32	2038-2039	90,00	5,40	1,92	31,68	1,00	32,00	917,9 \$	9,8%	2,9%
33	2039-2040	89,00	5,34	1,98	33,66	1,00	33,00	952,2 \$	9,3%	2,8%
34	2040-2041	88,00	5,28	2,04	35,70	1,00	34,00	987,7 \$	8,9%	2,7%
35	2041-2042	87,00	5,22	2,10	37,80	1,00	35,00	1 024,6 \$	8,5%	2,5%

TABLEAU 2										
Coût de la réduction de la dette et économies d'intérêt en découlant										
Évolution des rapports « dette / PIB » et « service de la dette / revenus budgétaires »										
Les montants sont en milliards de dollars (M \$).										
Taux d'intérêt				6,00%						
Réduction annuelle de la dette				0,00 \$						
Nombre d'années pour que :										
l'économie annuelle d'intérêts soit égale au coût annuel de réduction de la dette :				16,7						
l'économie cumulative soit égale au coût cumulé :				32,3						
Taux de croissance du PIB réel				1,70%						
Taux d'inflation				2,00%						
Taux de croissance du PIB nominal				3,73%						
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :				20%						
An	Année réelle	Dette	Intérêt sur la dette	Économie d'intérêts		Coût de réduc ^m de la dette		PIB	Dette / PIB	Serv. de la dette % du budget.
				annuelle	cumulative	annuel	cumulatif			
0	2006-2007	122,00	7,32					284,0 \$	43,0%	12,9%
1	2007-2008	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	294,6 \$	41,4%	12,4%
2	2008-2009	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	305,6 \$	39,9%	12,0%
3	2009-2010	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	317,0 \$	38,5%	11,5%
4	2010-2011	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	328,9 \$	37,1%	11,1%
5	2011-2012	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	341,1 \$	35,8%	10,7%
6	2012-2013	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	353,9 \$	34,5%	10,3%
7	2013-2014	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	367,1 \$	33,2%	10,0%
8	2014-2015	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	380,8 \$	32,0%	9,6%
9	2015-2016	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	395,0 \$	30,9%	9,3%
10	2016-2017	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	409,8 \$	29,8%	8,9%
11	2017-2018	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	425,1 \$	28,7%	8,6%
12	2018-2019	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	440,9 \$	27,7%	8,3%
13	2019-2020	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	457,4 \$	26,7%	8,0%
14	2020-2021	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	474,5 \$	25,7%	7,7%
15	2021-2022	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	492,2 \$	24,8%	7,4%
16	2022-2023	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	510,6 \$	23,9%	7,2%
17	2023-2024	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	529,6 \$	23,0%	6,9%
18	2024-2025	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	549,4 \$	22,2%	6,7%
19	2025-2026	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	569,9 \$	21,4%	6,4%
20	2026-2027	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	591,2 \$	20,6%	6,2%
21	2027-2028	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	613,3 \$	19,9%	6,0%
22	2028-2029	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	636,2 \$	19,2%	5,8%
23	2029-2030	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	659,9 \$	18,5%	5,5%
24	2030-2031	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	684,6 \$	17,8%	5,3%
25	2031-2032	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	710,1 \$	17,2%	5,2%
26	2032-2033	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	736,7 \$	16,6%	5,0%
27	2033-2034	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	764,2 \$	16,0%	4,8%
28	2034-2035	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	792,7 \$	15,4%	4,6%
29	2035-2036	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	822,3 \$	14,8%	4,5%
30	2036-2037	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	853,0 \$	14,3%	4,3%
31	2037-2038	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	884,9 \$	13,8%	4,1%
32	2038-2039	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	917,9 \$	13,3%	4,0%
33	2039-2040	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	952,2 \$	12,8%	3,8%
34	2040-2041	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	987,7 \$	12,4%	3,7%
35	2041-2042	122,00	7,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1 024,6 \$	11,9%	3,6%

TABLEAU 3							
Évolution des rapports « dette / PIB » et « service de la dette / revenus budgétaires » en situation de croissance de la dette							
Les montants sont en milliards de dollars (M \$).							
Augmentation de la dette la 1 ^{ère} année :				2,00 \$			
Taux annuel d'accroissement de l'augmentation annuelle de la dette :				2,00%			
Taux de croissance du PIB réel				1,70%			
Taux d'inflation				2,00%			
Taux de croissance du PIB nominal				3,73%			
Taux d'intérêt				6,00%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :				20%			
Année	Année réelle	Dette	Augm. annuelle de la dette	PIB	Dette / PIB	Service de la dette en dollars (% du budget)	
0	2006-2007	122,00 \$	0,00 \$	284,0 \$	43,0%	7,3 \$	12,9%
1	2007-2008	124,00 \$	2,00 \$	294,6 \$	42,1%	7,4 \$	12,6%
2	2008-2009	126,04 \$	2,04 \$	305,6 \$	41,2%	7,6 \$	12,4%
3	2009-2010	128,12 \$	2,08 \$	317,0 \$	40,4%	7,7 \$	12,1%
4	2010-2011	130,24 \$	2,12 \$	328,9 \$	39,6%	7,8 \$	11,9%
5	2011-2012	132,41 \$	2,16 \$	341,1 \$	38,8%	7,9 \$	11,6%
6	2012-2013	134,62 \$	2,21 \$	353,9 \$	38,0%	8,1 \$	11,4%
7	2013-2014	136,87 \$	2,25 \$	367,1 \$	37,3%	8,2 \$	11,2%
8	2014-2015	139,17 \$	2,30 \$	380,8 \$	36,5%	8,3 \$	11,0%
9	2015-2016	141,51 \$	2,34 \$	395,0 \$	35,8%	8,5 \$	10,7%
10	2016-2017	143,90 \$	2,39 \$	409,8 \$	35,1%	8,6 \$	10,5%
11	2017-2018	146,34 \$	2,44 \$	425,1 \$	34,4%	8,8 \$	10,3%
12	2018-2019	148,82 \$	2,49 \$	440,9 \$	33,8%	8,9 \$	10,1%
13	2019-2020	151,36 \$	2,54 \$	457,4 \$	33,1%	9,1 \$	9,9%
14	2020-2021	153,95 \$	2,59 \$	474,5 \$	32,4%	9,2 \$	9,7%
15	2021-2022	156,59 \$	2,64 \$	492,2 \$	31,8%	9,4 \$	9,5%
16	2022-2023	159,28 \$	2,69 \$	510,6 \$	31,2%	9,6 \$	9,4%
17	2023-2024	162,02 \$	2,75 \$	529,6 \$	30,6%	9,7 \$	9,2%
18	2024-2025	164,82 \$	2,80 \$	549,4 \$	30,0%	9,9 \$	9,0%
19	2025-2026	167,68 \$	2,86 \$	569,9 \$	29,4%	10,1 \$	8,8%
20	2026-2027	170,59 \$	2,91 \$	591,2 \$	28,9%	10,2 \$	8,7%
21	2027-2028	173,57 \$	2,97 \$	613,3 \$	28,3%	10,4 \$	8,5%
22	2028-2029	176,60 \$	3,03 \$	636,2 \$	27,8%	10,6 \$	8,3%
23	2029-2030	179,69 \$	3,09 \$	659,9 \$	27,2%	10,8 \$	8,2%
24	2030-2031	182,84 \$	3,15 \$	684,6 \$	26,7%	11,0 \$	8,0%
25	2031-2032	186,06 \$	3,22 \$	710,1 \$	26,2%	11,2 \$	7,9%
26	2032-2033	189,34 \$	3,28 \$	736,7 \$	25,7%	11,4 \$	7,7%
27	2033-2034	192,69 \$	3,35 \$	764,2 \$	25,2%	11,6 \$	7,6%
28	2034-2035	196,10 \$	3,41 \$	792,7 \$	24,7%	11,8 \$	7,4%
29	2035-2036	199,58 \$	3,48 \$	822,3 \$	24,3%	12,0 \$	7,3%
30	2036-2037	203,14 \$	3,55 \$	853,0 \$	23,8%	12,2 \$	7,1%
31	2037-2038	206,76 \$	3,62 \$	884,9 \$	23,4%	12,4 \$	7,0%
32	2038-2039	210,45 \$	3,70 \$	917,9 \$	22,9%	12,6 \$	6,9%
33	2039-2040	214,22 \$	3,77 \$	952,2 \$	22,5%	12,9 \$	6,7%
34	2040-2041	218,07 \$	3,84 \$	987,7 \$	22,1%	13,1 \$	6,6%
35	2041-2042	221,99 \$	3,92 \$	1 024,6 \$	21,7%	13,3 \$	6,5%

TABLEAU 4																
Évolution de la situation financière sans accumulation d'actifs dans le Fonds des générations																
Les montants sont en milliards de dollars (M \$).																
Augmentation annuelle réelle de la dette : 2,00 \$																
Versement annuel réel au Fonds des générations : 0,00 \$																
Taux de rendement du Fonds des générations : 0,00%																
<div>Taux de croissance du PIB réel : 2,1% 2006-2010 2011-2020 2021-2030 2031-2040</div>																
<div>Taux d'inflation : 2,0% 2,0% 2,0% 2,0%</div>																
<div>Taux de croissance du PIB nominal : 4,1% 3,9% 3,7% 3,6%</div>																
<div>Taux d'intérêt : 6,4%</div>																
<div>Revenus budgétaires en pourcentage du PIB : 20%</div>																
<div>Taux de croissance des dépenses d'opérations : 4%</div>																
Année	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette moins actif du FG	PIB	(Dette - FG) PIB	Service de la dette		Dépenses d'opérations	Dépenses totales	Revenus budgétaires	Solde budgétaire	
		montant	augm.ann.	Actif	Rendement	Versements				en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2006	118,2 \$	0,00 \$					277,0 \$	42,7%	7,5 \$	13,5%	48,9 \$	56,4 \$	55,8 \$	-0,6 \$	-0,2%
1	2006-2007	120,2 \$	2,00 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	120,2 \$	288,5 \$	41,7%	7,6 \$	13,1%	50,9 \$	58,4 \$	57,7 \$	-0,7 \$	-0,3%
2	2007-2008	122,2 \$	2,04 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	122,2 \$	300,4 \$	40,7%	7,7 \$	12,8%	52,9 \$	60,6 \$	60,1 \$	-0,5 \$	-0,2%
3	2008-2009	124,3 \$	2,08 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	124,3 \$	312,9 \$	39,7%	7,8 \$	12,5%	55,0 \$	62,8 \$	62,6 \$	-0,3 \$	-0,1%
4	2009-2010	126,4 \$	2,12 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	126,4 \$	325,8 \$	38,8%	8,0 \$	12,2%	57,2 \$	65,2 \$	65,2 \$	0,0 \$	0,0%
5	2010-2011	128,6 \$	2,16 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	128,6 \$	339,3 \$	37,9%	8,1 \$	11,9%	59,5 \$	67,6 \$	67,9 \$	0,3 \$	0,1%
6	2011-2012	130,8 \$	2,21 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	130,8 \$	352,7 \$	37,1%	8,2 \$	11,7%	61,9 \$	70,1 \$	70,5 \$	0,4 \$	0,1%
7	2012-2013	133,1 \$	2,25 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	133,1 \$	366,6 \$	36,3%	8,4 \$	11,4%	64,3 \$	72,7 \$	73,3 \$	0,6 \$	0,2%
8	2013-2014	135,4 \$	2,30 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	135,4 \$	381,0 \$	35,5%	8,5 \$	11,2%	66,9 \$	75,4 \$	76,2 \$	0,8 \$	0,2%
9	2014-2015	137,7 \$	2,34 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	137,7 \$	396,0 \$	34,8%	8,7 \$	10,9%	69,6 \$	78,3 \$	79,2 \$	0,9 \$	0,2%
10	2015-2016	140,1 \$	2,39 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	140,1 \$	411,6 \$	34,0%	8,8 \$	10,7%	72,4 \$	81,2 \$	82,3 \$	1,1 \$	0,3%
11	2016-2017	142,5 \$	2,44 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	142,5 \$	427,8 \$	33,3%	9,0 \$	10,5%	75,3 \$	84,2 \$	85,6 \$	1,3 \$	0,3%
12	2017-2018	145,0 \$	2,49 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	145,0 \$	444,7 \$	32,6%	9,1 \$	10,3%	78,3 \$	87,4 \$	88,9 \$	1,5 \$	0,3%
13	2018-2019	147,6 \$	2,54 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	147,6 \$	462,2 \$	31,9%	9,3 \$	10,0%	81,4 \$	90,7 \$	92,4 \$	1,7 \$	0,4%
14	2019-2020	150,1 \$	2,59 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	150,1 \$	480,4 \$	31,3%	9,4 \$	9,8%	84,7 \$	94,1 \$	96,1 \$	2,0 \$	0,4%
15	2020-2021	152,8 \$	2,64 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	152,8 \$	499,3 \$	30,6%	9,6 \$	9,6%	88,1 \$	97,7 \$	99,9 \$	2,2 \$	0,4%
16	2021-2022	155,5 \$	2,69 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	155,5 \$	517,9 \$	30,0%	9,8 \$	9,4%	91,6 \$	101,4 \$	103,6 \$	2,2 \$	0,4%
17	2022-2023	158,2 \$	2,75 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	158,2 \$	537,3 \$	29,4%	10,0 \$	9,3%	95,3 \$	105,2 \$	107,5 \$	2,3 \$	0,4%
18	2023-2024	161,0 \$	2,80 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	161,0 \$	557,3 \$	28,9%	10,1 \$	9,1%	99,1 \$	109,2 \$	111,5 \$	2,3 \$	0,4%
19	2024-2025	163,9 \$	2,86 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	163,9 \$	578,1 \$	28,3%	10,3 \$	8,9%	103,0 \$	113,3 \$	115,6 \$	2,3 \$	0,4%
20	2025-2026	166,8 \$	2,91 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	166,8 \$	599,7 \$	27,8%	10,5 \$	8,7%	107,1 \$	117,6 \$	119,9 \$	2,3 \$	0,4%
21	2026-2027	169,8 \$	2,97 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	169,8 \$	622,1 \$	27,3%	10,7 \$	8,6%	111,4 \$	122,1 \$	124,4 \$	2,3 \$	0,4%
22	2027-2028	172,8 \$	3,03 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	172,8 \$	645,4 \$	26,8%	10,9 \$	8,4%	115,9 \$	126,8 \$	129,1 \$	2,3 \$	0,4%
23	2028-2029	175,9 \$	3,09 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	175,9 \$	669,5 \$	26,3%	11,1 \$	8,3%	120,5 \$	131,6 \$	133,9 \$	2,3 \$	0,3%
24	2029-2030	179,0 \$	3,15 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	179,0 \$	694,5 \$	25,8%	11,3 \$	8,1%	125,3 \$	136,6 \$	138,9 \$	2,3 \$	0,3%
25	2030-2031	182,3 \$	3,22 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	182,3 \$	720,4 \$	25,3%	11,5 \$	8,0%	130,4 \$	141,8 \$	144,1 \$	2,3 \$	0,3%
26	2031-2032	185,5 \$	3,28 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	185,5 \$	746,5 \$	24,9%	11,7 \$	7,8%	135,6 \$	147,2 \$	149,3 \$	2,1 \$	0,3%
27	2032-2033	188,9 \$	3,35 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	188,9 \$	773,7 \$	24,4%	11,9 \$	7,7%	141,0 \$	152,9 \$	154,7 \$	1,9 \$	0,2%
28	2033-2034	192,3 \$	3,41 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	192,3 \$	801,8 \$	24,0%	12,1 \$	7,5%	146,6 \$	158,7 \$	160,4 \$	1,6 \$	0,2%
29	2034-2035	195,8 \$	3,48 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	195,8 \$	830,9 \$	23,6%	12,3 \$	7,4%	152,5 \$	164,8 \$	166,2 \$	1,4 \$	0,2%
30	2035-2036	199,3 \$	3,55 \$	0,0 \$	0,00 \$	0,00 \$	199,3 \$	861,1 \$	23,2%	12,5 \$	7,3%	158,6 \$	171,1 \$	172,2 \$	1,1 \$	0,1%

TABLEAU 5																
Évolution de la situation financière avec accumulation d'actifs dans le Fonds des générations																
Les montants sont en milliards de dollars (M \$).																
Augmentation annuelle réelle de la dette : 2,00 \$																
Versement annuel réel au Fonds des générations : 0,50 \$																
Taux de rendement du Fonds des générations : 7,70%																
2006-2010 2011-2020 2021-2030 2031-2040																
Taux de croissance du PIB réel : 2,1% 1,9% 1,7% 1,6%																
Taux d'inflation : 2,0% 2,0% 2,0% 2,0%																
Taux de croissance du PIB nominal : 4,1% 3,9% 3,7% 3,6%																
Taux d'intérêt : 6,4%																
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB : 20%																
Taux de croissance des dépenses d'opérations : 4%																
Année	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette moins actif du FG	PIB	(Dette - FG) PIB	Service de la dette		Dépenses d'opérations	Dépenses totales	Revenus budgétaires	Solde budgétaire	
		montant	augm.ann.	Actif	Rendement	Versements				en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2006	118,2 \$	0,00 \$					277,0 \$	42,7%	7,5 \$	13,5%	48,9 \$	56,4 \$	55,8 \$	-0,6 \$	-0,2%
1	2006-2007	120,2 \$	2,00 \$	0,5 \$	0,04 \$	0,50 \$	119,7 \$	288,5 \$	41,5%	7,5 \$	13,0%	50,9 \$	58,4 \$	57,7 \$	-0,7 \$	-0,2%
2	2007-2008	122,2 \$	2,04 \$	1,1 \$	0,04 \$	0,51 \$	121,2 \$	300,4 \$	40,3%	7,7 \$	12,7%	52,9 \$	60,5 \$	60,1 \$	-0,5 \$	-0,2%
3	2008-2009	124,3 \$	2,08 \$	1,7 \$	0,08 \$	0,52 \$	122,6 \$	312,9 \$	39,2%	7,7 \$	12,4%	55,0 \$	62,7 \$	62,6 \$	-0,2 \$	-0,1%
4	2009-2010	126,4 \$	2,12 \$	2,4 \$	0,13 \$	0,53 \$	124,1 \$	325,8 \$	38,1%	7,8 \$	12,0%	57,2 \$	65,0 \$	65,2 \$	0,1 \$	0,0%
5	2010-2011	128,6 \$	2,16 \$	3,1 \$	0,18 \$	0,54 \$	125,5 \$	339,3 \$	37,0%	7,9 \$	11,7%	59,5 \$	67,4 \$	67,9 \$	0,5 \$	0,1%
6	2011-2012	130,8 \$	2,21 \$	3,9 \$	0,24 \$	0,55 \$	126,9 \$	352,7 \$	36,0%	8,0 \$	11,3%	61,9 \$	69,9 \$	70,5 \$	0,7 \$	0,2%
7	2012-2013	133,1 \$	2,25 \$	4,7 \$	0,30 \$	0,56 \$	128,3 \$	366,6 \$	35,0%	8,1 \$	11,0%	64,3 \$	72,4 \$	73,3 \$	0,9 \$	0,2%
8	2013-2014	135,4 \$	2,30 \$	5,7 \$	0,36 \$	0,57 \$	129,7 \$	381,0 \$	34,0%	8,2 \$	10,7%	66,9 \$	75,1 \$	76,2 \$	1,1 \$	0,3%
9	2014-2015	137,7 \$	2,34 \$	6,7 \$	0,44 \$	0,59 \$	131,0 \$	396,0 \$	33,1%	8,2 \$	10,4%	69,6 \$	77,8 \$	79,2 \$	1,4 \$	0,3%
10	2015-2016	140,1 \$	2,39 \$	7,8 \$	0,51 \$	0,60 \$	132,3 \$	411,6 \$	32,1%	8,3 \$	10,1%	72,4 \$	80,7 \$	82,3 \$	1,6 \$	0,4%
11	2016-2017	142,5 \$	2,44 \$	9,0 \$	0,60 \$	0,61 \$	133,5 \$	427,8 \$	31,2%	8,4 \$	9,8%	75,3 \$	83,6 \$	85,6 \$	1,9 \$	0,4%
12	2017-2018	145,0 \$	2,49 \$	10,3 \$	0,69 \$	0,62 \$	134,7 \$	444,7 \$	30,3%	8,4 \$	9,5%	78,3 \$	86,7 \$	88,9 \$	2,2 \$	0,5%
13	2018-2019	147,6 \$	2,54 \$	11,8 \$	0,80 \$	0,63 \$	135,8 \$	462,2 \$	29,4%	8,5 \$	9,2%	81,4 \$	89,9 \$	92,4 \$	2,5 \$	0,5%
14	2019-2020	150,1 \$	2,59 \$	13,3 \$	0,91 \$	0,65 \$	136,8 \$	480,4 \$	28,5%	8,5 \$	8,9%	84,7 \$	93,2 \$	96,1 \$	2,9 \$	0,6%
15	2020-2021	152,8 \$	2,64 \$	15,0 \$	1,02 \$	0,66 \$	137,8 \$	499,3 \$	27,6%	8,6 \$	8,6%	88,1 \$	96,7 \$	99,9 \$	3,2 \$	0,6%
16	2021-2022	155,5 \$	2,69 \$	16,8 \$	1,15 \$	0,67 \$	138,7 \$	517,9 \$	26,8%	8,6 \$	8,3%	91,6 \$	100,2 \$	103,6 \$	3,4 \$	0,7%
17	2022-2023	158,2 \$	2,75 \$	18,8 \$	1,30 \$	0,69 \$	139,4 \$	537,3 \$	26,0%	8,7 \$	8,1%	95,3 \$	103,9 \$	107,5 \$	3,5 \$	0,7%
18	2023-2024	161,0 \$	2,80 \$	20,9 \$	1,45 \$	0,70 \$	140,1 \$	557,3 \$	25,1%	8,7 \$	7,8%	99,1 \$	107,7 \$	111,5 \$	3,7 \$	0,7%
19	2024-2025	163,9 \$	2,86 \$	23,3 \$	1,61 \$	0,71 \$	140,6 \$	578,1 \$	24,3%	8,7 \$	7,5%	103,0 \$	111,7 \$	115,6 \$	3,9 \$	0,7%
20	2025-2026	166,8 \$	2,91 \$	25,8 \$	1,79 \$	0,73 \$	141,0 \$	599,7 \$	23,5%	8,7 \$	7,3%	107,1 \$	115,8 \$	119,9 \$	4,1 \$	0,7%
21	2026-2027	169,8 \$	2,97 \$	28,5 \$	1,99 \$	0,74 \$	141,2 \$	622,1 \$	22,7%	8,7 \$	7,0%	111,4 \$	120,1 \$	124,4 \$	4,3 \$	0,7%
22	2027-2028	172,8 \$	3,03 \$	31,5 \$	2,20 \$	0,76 \$	141,3 \$	645,4 \$	21,9%	8,7 \$	6,7%	115,9 \$	124,6 \$	129,1 \$	4,5 \$	0,7%
23	2028-2029	175,9 \$	3,09 \$	34,7 \$	2,42 \$	0,77 \$	141,2 \$	669,5 \$	21,1%	8,6 \$	6,4%	120,5 \$	129,2 \$	133,9 \$	4,7 \$	0,7%
24	2029-2030	179,0 \$	3,15 \$	38,1 \$	2,67 \$	0,79 \$	140,9 \$	694,5 \$	20,3%	8,6 \$	6,2%	125,3 \$	133,9 \$	138,9 \$	5,0 \$	0,7%
25	2030-2031	182,3 \$	3,22 \$	41,9 \$	2,94 \$	0,80 \$	140,4 \$	720,4 \$	19,5%	8,5 \$	5,9%	130,4 \$	138,9 \$	144,1 \$	5,2 \$	0,7%
26	2031-2032	185,5 \$	3,28 \$	45,9 \$	3,22 \$	0,82 \$	139,6 \$	746,5 \$	18,7%	8,4 \$	5,7%	135,6 \$	144,0 \$	149,3 \$	5,3 \$	0,7%
27	2032-2033	188,9 \$	3,35 \$	50,3 \$	3,54 \$	0,84 \$	138,6 \$	773,7 \$	17,9%	8,3 \$	5,4%	141,0 \$	149,3 \$	154,7 \$	5,4 \$	0,7%
28	2033-2034	192,3 \$	3,41 \$	55,0 \$	3,87 \$	0,85 \$	137,3 \$	801,8 \$	17,1%	8,2 \$	5,1%	146,6 \$	154,9 \$	160,4 \$	5,5 \$	0,7%
29	2034-2035	195,8 \$	3,48 \$	60,1 \$	4,24 \$	0,87 \$	135,7 \$	830,9 \$	16,3%	8,1 \$	4,9%	152,5 \$	160,6 \$	166,2 \$	5,6 \$	0,7%
30	2035-2036	199,3 \$	3,55 \$	65,6 \$	4,63 \$	0,89 \$	133,7 \$	861,1 \$	15,5%	7,9 \$	4,6%	158,6 \$	166,5 \$	172,2 \$	5,7 \$	0,7%